

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 79 du 31 août 2017

Éditorial : le sens du 12 septembre

Chute de Macron.

Ainsi donc, Macron s'effondre dans les sondages plus et mieux quaucun de ses prédécesseurs, et la presse qui en avait fait «Jupiter» à la veille de l'été, ne parle plus que de sa fragilisation. Est-ce étonnant ? Non, c'est juste un retour des rapports de forces sociaux et politiques réels, passée une des plus grandes séances d'enfumage de l'histoire de la V^e République.

Le plus important est de comprendre d'où cela vient. Le ressort de l'inquiétude générale des sphères patronales, du haut appareil d'État et des médias, sur la capacité de Macron, d'un gouvernement suspendu en l'air et d'un mouvement LREM se situant quelque part entre l'apesanteur et le vide, d'imposer rapidement le choc d'une baisse massive des salaires réels, c'est la crainte de la lutte de classe de celles et de ceux d'en bas.

Polarisation sur le 12 septembre.

De fait, cette crainte s'est ordonnée autour de la date donnée par la CGT : le 12 septembre, puisque ce sera la première manifestation générale de la résistance et de la contre-attaque du salariat, actifs, chômeurs, jeunes, retraités, face au gouvernement Macron/Philippe. L'erreur serait de considérer le 12 septembre comme une journée d'action «comme les autres», sachant certes que pas mal de forces politiques et d'états-majors syndicaux souhaiteraient qu'il en soit ainsi.

De fait, la perspective posée par la CGT, qui ne pouvait pas ne pas le faire, d'une première journée générale marquée par «des grèves» contre Macron et son gouvernement, polarise la situation.

S'il est impossible de dire à cette date quelle sera l'ampleur de ces grèves ce jour là, il est par contre possible et nécessaire de dire que ce ne seront pas, de fait, «des grèves»: ce sera LA grève contre Macron et son gouvernement.

Contrats aidés: 150.000 licenciements.

Le refus des ordonnances Macron ordonne le contenu de cette journée. Les mots d'ordre doivent donc être : retrait des ordonnances et abrogation de la loi El Khomri, qui forment un ensemble indissociable. A cela se combine la question centrale du plan de

suppression de 150.000 contrats aidés, «contrats uniques d'insertion» et «contrats d'avenir».

Ce sont les annonces d'une baisse de 5 euros des aides personnalisées au logement (APL) et celle de la suppression des contrats aidés, qui ont été le moteur concret de l'effondrement officiel de la «popularité» superficielle de Macron : voilà un fait fondamental qui donne l'exacte mesure de la situation sociale et politique et de ce que ressent la population.

Ces contrats sont des formes organisées de précarité utilisant le chômage de masse pour imposer de très bas salaires, aggravés par les temps partiels systématiques, et bloquer les recrutements de fonctionnaires. Les couches sociales concernées, très largement composées de femmes, assument en fait des missions sociales indispensables, dans les écoles, les soins et les administrations. Leur suppression massive n'éradique bien entendu aucune précarité, bien au contraire.

Elle est un acte d'une violence sociale affichée, qui montre clairement que le gouvernement Macron/Philippe commence ses attaques contre le montant global des revenus du travail, en frappant les couches les plus faibles. Dans les campagnes et dans les quartiers, c'est en cette rentrée un sujet majeur.

Les syndicalistes doivent en prendre toute la mesure et intégrer en première ligne cette question dans les mots d'ordre du 12 septembre, aux cotés des mouvements de résistance des salariés des secteurs «ubérisés» tels que Delirevoo. Plus encore, ils doivent miser sur la capacité, qui est réelle dès lors qu'on favorise leurs rencontres, de ces travailleuses et travailleurs à engager la lutte eux-mêmes.

Notre programme.

La défense du statut des fonctionnaires, déjà frontalement attaqués par celui qui n'est pas ministre de la Fonction publique, mais des «Comptes publics», le sarkozyste Darmanin, sur leurs salaires, sur le nombre de postes, sur l'organisation des services, sur la journée de carence, etc..., est elle aussi au cœur des revendications.

La preuve que justement, le 12 septembre, quelle qu'en soit l'ampleur effective qu'on ne peut encore jauger, ne sera pas une simple «journée d'action», c'est que l'adjonction de la question des contrats aidés et de celle du statut des fonctionnaires, ainsi que de la défense de la Sécurité sociale reposant sur le salaire socialisé et des retraites par répartition, à la revendication centrale de retrait des ordonnances et d'abrogation de la loi El Khomri, ne constitue en rien un délayage des revendications dans une longue énumération comme cela arrive parfois. C'est inversement la recension des revendications générales, répondant à l'attaque générale qu'amorce le gouvernement Macron/Philippe.

C'est le programme d'urgence du prolétariat, autrement dit de la majorité. C'est sur cela et sur rien d'autre que peut se construire l'affrontement général, social et politique, pour en découdre avec ce président, ce gouvernement et ce régime. Cela, bien avant la fin du quinquennat : puisque eux veulent en découdre avec nous, bien avant aussi.

Bataille pour le 12 septembre.

Voilà pourquoi bien des forces se bandent contre le 12 septembre.

La direction et une partie de l'appareil de la CGT-FO, J.C. Mailly en tête, tentent de s'arc-bouter contre la réalisation de l'unité syndicale ce jour là, dont contre l'immense majorité des propres militants de FO, dont des secteurs de plus en larges veulent préserver l'action commune contre la loi El Khomri et en faire le point d'appui contre Macron.

La direction de la FSU voulait aller vers une «journée fonction publique» début octobre, tout en participant aux «états généraux de la fonction publique» annoncés pour l'automne par Darmanin, mais un communiqué de sa direction du 28 août appelle finalement au 12 septembre, sans le mettre en avant. C'est qu'il est clair que toutes ses sections départementales comptaient appeler.

Y compris dans la CFDT et l'UNSA on s'interroge sur l'opportunité pour Macron d'enchaîner une seconde «loi travail» sur la précédente. C'est que pour Macron il s'agit d'amorcer la pompe de son plan massif d'attaques contre le niveau réel des salaires, retraites, pensions et minima sociaux.

Contre le 12, le 23.

C'est dans cette situation que J.L. Mélenchon a lancé un appel à un «rassemblement populaire» le samedi 23 septembre pour protester contre le «coup d'État social» de Macron. Nul doute que ceux qui y participeront, «insoumis» ou non, veulent battre Macron et veulent le retrait de ses ordonnances.

Mais cette annonce s'oppose de fait à la réalisation de l'unité le 12 septembre. Le conseil des ministres doit adopter en principe les ordonnances le mercredi 20. Le 23 le «coup d'État social» aura eu lieu. Même si une procédure de ratification parlementaire des ordonnances doit encore avoir lieu par la suite, leur application sur le terrain commence le 20.

Battre Macron et ses ordonnances ou au moins les affaiblir le plus possible pour aborder la suite dans les meilleures conditions, dépend de la réussite du 12 qui peut engager une poussée contre le pouvoir d'ici au 20 - bien entendu, une manifestation centrale à l'Élysée appelée par les confédérations le 20 serait la meilleure chose pour le rapport de force.

J.L. Mélenchon n'a pas pour objectif affiché la défaite de Macron ni le vrai programme d'urgence constitué par les revendications des vrais «gens». **L'objectif est uniquement de poser la FI comme seule force d'opposition et seule alternative à Macron.** C'est son droit, mais c'est le devoir des militants ouvriers de constater ce que l'alignement sur cette orientation signifierait pour les travailleurs et pour la jeunesse : cela signifierait qu'on accepte par avance que Macron nous porte tous les coups qu'il compte nous porter.

Les médias ne s'y sont pas trompés. Les adhérents de la *France insoumise* habitués à dénoncer leur supposée haine de J.L. Mélenchon devraient réfléchir à ce qui est en train de se passer sous leurs yeux. Les médias du capital occultent le 12 et font campagne pour le 23 : étonnant, non? Non, car ils jouent fin et comprennent très bien leur intérêt réel.

De plus, ce rôle de principale force politique de préservation du régime contre la poussée d'en bas, rôle qui donne à présent sa place à la FI dans les relations sociales, en raison de la vague d'illusions dont elle a bénéficié, conduit des secteurs de celle-ci à théoriser la liquidation ou la dissolution des syndicats ouvriers, ce qui est la suite logique d'une construction politique en rupture, non avec le fonctionnement bureaucratique des vieux partis, mais avec leurs origines dans le mouvement ouvrier.

C'est ainsi que l'on peut maintenant lire sous la plume de tel ou tel théoricien du «populisme» que dans la «lutte pour l'hégémonie», maintenant arrive l'heure où la FI doit prendre la tête du «front social» car elle serait seule capable de lui adjoindre les couches les plus précarisées ainsi que les petits patrons ou patrons tout court, déjà en train de se structurer dans le cadre de la FI par exemple sous le label du groupe Facebook «Patrons français insoumis» (sic). (1)

Persister dans cette voie conduirait la FI à affronter le syndicalisme en tant que tel, comme l'indiquent divers symptômes. Mais certainement pas à être une alternative, encore moins «la seule alternative», à Macron.

Se regrouper pour gagner.

La voie de la victoire est celle de l'unité ouvrière, syndicale et aussi politique. Il est maintenant nécessaire et urgent que les courants, groupes, partis, individus, collectifs, qui entendent construire sur des bases de classe, discutent et se fédèrent non seulement pour aider le mouvement d'ensemble du salariat contre Macron, mais pour reconstruire une perspective politique alternative. Tout «insoumis» sera le bienvenu dans ce regroupement, étant entendu qu'en s'y joignant, il quitte de fait la ligne du rassemblement populiste dont la première fonction réelle aujourd'hui est la préservation de Macron.

Le bulletin APLS s'apprête, avec d'autres, à prendre de premières initiatives de discussion organisée allant dans ce sens.

(1)V. Par exemple le blog de François Cocq, «La force du peuple».

J.L. Mélenchon déclarait ceci à l'Assemblée nationale le 11 juillet:

«Par conséquent, ce dont nous avons à discuter ici, ce n'est pas de l'existence ou non de la gravitation universelle ou de la lutte de classes, mais de savoir comment on fait de ce fait social un fait politique civilisé, c'est-à-dire qui ne dégénère pas en bataille rangée ou en une situation où l'un aurait une domination absolue sur l'autre. Voilà pourquoi nous sommes républicains et socialistes. Voilà toute notre histoire, celle qui va de Jaurès à la proclamation des syndicats. Lisez les chartes, lisez leurs déclarations de principe, cher collègue! Ce que je dis n'appartient pas à Jean-Luc Mélenchon, c'est écrit

dans leurs déclarations de principe - au moins celle de Force ouvrière et celle de la CGT. Savez-vous que ces organisations sont toutes deux issues de la Charte d'Amiens dont l'objectif, écrit en toutes lettres, est «la grève générale révolutionnaire»? Vous avez noté que ce n'est pas ce que je vous propose. (Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)»

Si l'on ôte la rhétorique, il explique là que la lutte des classes, ça existe, mais qu'il se situe au dessus et entend faire en sorte qu'elle reste dans certaines limites. Ces limites, il les précise : pas de «grève générale révolutionnaire», ce qui est logique pour qui entend devenir la «seule force d'opposition» et la «seule alternative» à Macron : il ne manquerait plus que la lutte des classes renverse Macron sans sa permission ! Au passage, il commet deux erreurs factuelles : d'une part, sa citation de la charte d'Amiens est fausse, d'autre part, Jean Jaurès dont il se réclame de plus en plus abusivement, n'a jamais été un adversaire de celle-ci et s'est rallié à la perspective de la grève générale, notamment en 1913-1914.

Billet du 31 août 2017 – Les ordonnances ont été rendues publiques

Les 150 pages du texte des ordonnances se résument facilement en un constat : Macron/Philippe déclarent la guerre aux conditions de vie et de travail de 80 % du salariat, celui qui se trouve dans les PME-PMI-TPE. Sous le prétexte faux que la liberté supplémentaire accordée aux patrons de licencier toujours plus facilement sera créatrice d'emplois, il s'agit de donner tous les moyens légaux de faire suer le burnous en pressurisant les salariés sur tous les sujets (salaires, primes, temps de travail, heures supplémentaires) en prolongeant le premier pas de la loi El Khomry qui avait introduit la remise en cause de la hiérarchie des normes. Avec les ordonnances, la loi Travail de Hollande-El Khomry prend vie !

La liberté de licencier lié au plafonnement obligatoire des indemnités en cas de licenciement abusif constitue un véritable permis de tuer l'emploi, tout comme la réduction de 24 à 12 mois des délais de recours devant les prud'hommes.

L'un des outils clés de ce dispositif est celui du contournement des syndicats dans les entreprises de moins de 50 ou de 20 salariés, avec le référendum d'entreprise, la négociation entre un patron et un salarié (on imagine facilement le tableau...Mandaté par qui ? Personne. Protégé par quoi ? Rien du tout. Aidé et éclairé comment ? En tout cas, pas le syndicat ! Soumis à qui ? Au patron !), la fusion des IRP (Institutions Représentatives du Personnel), c'est à dire qu'en lieu et place des DP, du CE et du CHSCT, il y aura un « conseil économique et social » de l'entreprise, avec moins de moyens que pour chacune des représentations antérieures.

Le syndicalisme confédéré se trouve devant un défi inégalé depuis des décennies : celui de prendre les initiatives qui permettront d'assurer la défense de la plus grande partie du salariat, jusqu'à aujourd'hui protégée par le poids du rapport de forces global, concrétisé sous la forme de la hiérarchie des normes (jusqu'en 2016) et de la primauté syndicale (jusqu'aux accords MEDEF-CFDT-CGT de 2008) plutôt que par l'organisation et la mobilisation réelles de ces millions de salariés.

Il revient aux fédérations professionnelles de bâtir une vraie solidarité inter-entreprise dans leur branche respective, en ne laissant aucun secteur isolé, en quadrillant tout le terrain, comme il revient aux UL-UD d'aider à l'organisation généralisée et au démarrage systématique de l'action revendicative partout.

Mais cela requiert une condition : donner le coup d'envoi de la mobilisation en assurant un succès le 12 septembre, « *avec une participation massive des salariés dans des proportions que bien des*

militants d'aujourd'hui n'ont jamais connues », pour reprendre les propos d'un camarade tenus lors d'une assemblée syndicale de rentrée de ce jour, succès sans lequel la perspective de mettre en échec, donc de battre intégralement Macron, ne pourra se concrétiser. Et cette condition est elle-même conditionnée par la volonté de ne rien s'interdire pour faire mordre la poussière à ce gouvernement. Par millions, nous vaincrons !

OD

Montée des tensions aux États-Unis

La crise du constitutionnalisme nord-américain a franchi une étape ce mois d'août.

Alors que MM. Donald Trump et Kim-Jong-Un s'engageaient dans une escalade verbale et gesticulatoire prenant en otage les peuples coréen, japonais et les habitants des îles du Pacifique, se sont produits les événements de Charlottesville (Virginie) : un rassemblement armé appelant à «unir la droite», c'est-à-dire unir trumpistes, Ku Klux Klan (et ce qu'il représente: l'armée confédérée de la guerre de Sécession!) et nazis, s'est affronté avec les contre-manifestants plus nombreux rassemblés notamment à l'appel de *Black Lives Matter*, des *Democrat Socialists of America*, de l'*International Socialist Organization* et des *Industrial Workers of the World*. Heather Heyer, militante antiraciste des IWW, a été tuée.

On a largement commenté les propos contradictoires du président des États-Unis oscillant entre «le racisme, c'est vilain», «l'alt-left est pire que l'alt-right», «les deux camps sont violents», etc. De ces contradictions apparentes résulte une ligne claire: l'administration fédérale ne réprimera pas les menées de l'extrême droite, dont la démonstration de Charlottesville n'était que la première étape d'une «tournée générale» à travers tous les États-Unis.

Trump, envisageant soit sa destitution, soit son maintien sur une ligne de fuite en avant autoritaire, a donné par là le feu vert à la recomposition de «la droite», piétinant le parti républicain et ouvrant les vannes aux tentatives de structuration fascisante de la petite bourgeoisie «blanche». La crise a rebondi spectaculairement à Washington, les patrons des principales grandes entreprises, de Goldman Sachs à Merck, IBM, General Motors, Intel, 3M, Blackstone, Apple, en passant par Walmart, General Electric, Pepsi, Coca-Cola, ont commencé à démissionner des organismes «consultatifs» de la présidence américaine, ainsi que Richard Trumka, dirigeant de l'AFL-CIO, qui ne pouvait pas faire moins. Trump a abrégé l'exode et dissout toutes ces structures.

Le signal du grand capital est clair: la présence de Trump à la Maison Blanche, fruit de la crise globale des relations sociales, du système politique et de la domination

impérialiste états-unienne, ne lui convient pas. Cela dit, elle n'a pas d'outil politique à l'intérieur du pays pour régler cette question, car ni le parti républicain, ni le parti démocrate, ni les deux réunis, ne sont à même de régler la crise politique. «Ceux d'en haut ne peuvent plus».

Le jeu des factions autour de la présidence semble, superficiellement, avoir favorisé ceux que l'on appelle les «mondialistes» : Ivanka Trump, la fille, et Jared Kushner, le gendre, les généraux, le magnat de la presse et ennemi intime de Steve Bannon, Rupert Murdoch. Le dernier petit coup d'État interne a été la démission «consentie» de Steve Bannon, écarté une première fois en début d'année du Conseil de sécurité nationale, mais toujours jusque là «Haut conseiller et chef de la stratégie» de Trump. La manière dont il semble s'y être pris pour être écarté est très intéressante: il a téléphoné, juste après Charlottesville, à Robert Kuttner, rédacteur d'une revue libérale (= «de gauche») anti-Trump, Prospect, provoquant un entretien informel et impromptu dans lequel il lui a notamment expliqué qu'il fallait arrêter l'escalade avec la Corée du Nord et tout centrer sur le protectionnisme et la guerre commerciale avec la Chine, en passe de devenir l'*«hégémon»* du monde. Il a ensuite feint la surprise quand *Prospect* a rendu le tout public. Sa démission «à l'amiable» s'en est suivie. Bannon passe pour un charlot mais il est politiquement gagnant dans cet épisode, pour deux raisons de fond.

Première raison de fond: son orientation en politique étrangère, qui est celle sur laquelle Trump a fait campagne, s'oppose frontalement à l'activisme brouillon et belliciste déployé par celui-ci depuis le printemps : petites égratignures faites à Bachar pour forcir les biceps envers la Russie, énormes contrats d'armements avec l'Arabie saoudite, soutien à Netanyahu, menaces contre l'Iran mettant en cause l'accord sur le nucléaire, menaces non abouties contre le réchauffement diplomatique avec Cuba, grande escalade avec Kim-Jong-Un et, pour finir, propos sur une intervention au Venezuela, mettant à profit la crise provoquée dans ce pays par la fuite en avant bonapartiste-mafieuse de Maduro (qui avait pourtant soutenu l'élection de Trump). Bannon s'est présenté comme un «calme» et ceci rejoint la position des chefs militaires, MacMaster et Kelly, sur la Corée, assortie du renforcement, consenti par Trump, de la présence militaire US en Afghanistan. Au delà, les positions de politique étrangère de l'état-major et de Bannon ne concordent pas forcément, mais dans l'immédiat, son opération de retrait de la Maison Blanche s'accorde avec le fait que les militaires ont, au moins temporairement, repris le contrôle de la politique étrangère. Au Trump-1 de la campagne électorale et des premiers mois de sa présidence, et au Trump-2 de l'activisme belliciste tous azimuts, a succédé un Trump-3 qui laisse faire les chefs militaires. (1)

De ce point de vue, ce président pourrait apparaître comme le plus faible de l'histoire des États-Unis, puisqu'il a perdu la haute main sur la politique extérieure, domaine par excellence de la présidence, tout en étant impuissant dans sa soi-disant

contre-réforme principale, celle de l'Obamacare, qui, d'une part, s'enlise dans les marécages du Congrès où même les Républicains les plus fanatiques du privé ne voient pas trop l'intérêt de cette opération, et qui, d'autre part, a suscité dans le pays un mouvement de résistance qui réclame maintenant un système de santé unique pour tous, revendication populaire majoritaire selon les sondages.

Toutefois, intervient ici la seconde raison de fond pour laquelle Bannon, ou la ligne Bannon, est loin d'être écartée. Le 25 août, Trump a tenu un meeting en Arizona où il a annoncé qu'il gracieait le shérif Joe Arpaio, surnommé «le shérif le plus dur d'Amérique», élu dans le comté de Maricopa (englobant la ville de Phoenix) de 1993 à sa défaite fin 2016 et poursuivi judiciairement pour des charges extrêmement lourdes. En résumé, cette sinistre crapule a ouvert un camp de concentration sous tentes, dans le désert, pour enfermer des migrants chicanos, dont la nourriture est rationnée, que ses nervis ont souvent frappés et parfois torturés à l'électricité, assassinant parfois, et leur imposant, cela ne s'invente pas et en dit long sur les fantasmes et perversions des petites têtes racistes, le port de sous-vêtements roses. Le soutien de Trump à Joe Arpaio, qui «incarne le service public désintéressé» est tout un programme politique: celui-là même de l'alt-right.

Trump est sous la menace d'une destitution. Mais, outre que Mike Pompeo, qu'il a nommé à la tête de la CIA, cherche à prendre le contrôle des enquêtes sur ses liens «russe» (qui ont clairement montré, non qu'il est un agent de Poutine, mais que son clan, de sa propre initiative, est allé chercher l'aide des services russes), et que sa destitution n'est nullement assurée, il a les moyens politiques de prendre la tête d'un mouvement de masse fascisant, peut-être plus frontalement encore s'il était destitué ou démissionnaire.

Donc l'extrême-droite poursuit sa tournée, faisant des tests dans chaque ville: à Boston, des dizaines de milliers de contre-manifestants l'ont dominée, à Berkeley dimanche dernier, visant ce lieu historique des luttes de la jeunesse nord-américaine, des affrontements se sont à nouveau produits. Mais un fait doit être souligné: le principal rassemblement de la campagne d'«union de la droite» à San Francisco, appelé par le groupe *Patriot Prayer*, a été annulé principalement en raison de l'appel à contre-manifester lancé par le Local 10 de l'ILWU, l'*International Longshore and Warehouse Union*, le syndicat des dockers de la Côte Ouest, riche des meilleures traditions du mouvement ouvrier nord-américain. Les fascistes «testent» les affrontements avec les «antifas» et la jeunesse, mais quand le mouvement ouvrier organisé se réveille, ils esquivent.

La popularité inégalée de Bernie Sanders, qui serait élu aujourd'hui en cas d'élections démocratiques, la montée et l'évolution à gauche des *Democrat Socialists of America*, le PS américain mais qui vient de rompre avec l'*Internationale socialiste* officielle en la

qualifiant de rallié au libéralisme économique, passé en un an de moins de 5000 à plusieurs dizaines de milliers de membres, la dimension de masse prise par *Black Lives Matter* qui constitue maintenant la force structurante des rassemblements contre Trump et l'alt-right, l'effervescence généralisée, montrent que la polarisation ne s'effectue pas que vers la droite. Et peut-être même: pas principalement (c'est aussi pour cela que les grands patrons crient à Trump: «casse-cou»).

La dévastation du Texas par des tempêtes liées au réchauffement que Trump nie pour le compte de ses amis gaziers et pétroliers, accélère à son tour cette polarisation ...

Là se situe l'affrontement principal: aux États-Unis même. Cette situation souligne la misère du «campisme», cette conception qui remplace la lutte des classes par celle de camps géostratégiques et qui soutient Poutine, les nervis des républiques russes autoproclamées dans l'Est de l'Ukraine, Bachar el Assad et Maduro, en s'imaginant combattre «l'impérialisme», et en oubliant les véritables interventions militaires de l'impérialisme nord-américain qui se poursuivent en Afghanistan et en Irak, préférant combattre des interventions imaginaires et des agents de la CIA non moins imaginaires, comme la procureure Luiza Ortega, nommée sous Chavez et aujourd'hui en fuite, qui dénonce l'implication de Maduro dans les grandes affaires de corruption du continent.

La crise de la domination politique du capital aux États-Unis, après l'implosion du système des primaires dans la campagne présidentielle, s'accélère. Une course de vitesse s'engage, seule l'organisation des salariés, des noirs, de la jeunesse, de manière indépendante, peut lui apporter une solution démocratique.

29-08-2017.

(1) *Dont la ligne n'est pas la guerre en Corée, mais la pression sur la Chine. Mais bien entendu, l'interaction entre la crise US et la question coréenne fait que l'absurde peut arriver et que le risque demeure.*

DSA : Déclaration sur la violence nazie à Charlottesville

[**Présentation :** nous reproduisons cette traduction de la déclaration du 13 aout des DSA, les Socialistes Démocratiques d'Amérique, le plus important des groupes social-démocrates des USA qui en quelques trimestres est passé de 5000 adhérents en 2015 à plus de 9000 à l'issue de la campagne électorale présidentielle, puis a bondi à près de 25.000 membres depuis l'élection de Trump et les nombreuses mobilisations que cette dernière a suscitées. Le récent congrès des DSA tenu du 3 au 6 aout 2017 à Chicago avec 700 délégués, a enregistré une nette poussée à gauche, avec notamment la décision de quitter l'Internationale Socialiste considérée comme un simple rassemblement de partis soumis au néo-libéralisme et aux politiques d'austérité.]

Déclaration du comité intérimaire du Comité Politique National des DSA, 13 août 2017

Les événements d'hier à Charlottesville, Virginie, constituent un rappel brutal que nous devons combattre pour le socialisme ou, sinon, succomber à la barbarie du suprémacisme blanc.

Nous condamnons, dans les termes les plus fermes, l'attaque terroriste raciste, anti-sémité, suprémaciste blanche sur nos camarades des DSA, de l'ISO, des IWW, des Antifa et tous les autres qui avaient joint leurs forces dans les rues de Charlottesville, Virginie, hier.

Le nombre final de victimes demeure inconnu. Néanmoins, les derniers rapports suggèrent qu'au moins une personne a perdu la vie et qu'il y a au moins 19 blessés. Deux membres des DSA ont été hospitalisés et ont depuis été rendus à leur foyer. On rapporte aussi qu'un camarade de l'ISO figure parmi les blessés. Une camarade des IWW (Industrial Workers of the World) a perdu la vie en première ligne du combat contre le fascisme.

Face à la violence croissante raciste, anti-sémité, suprémaciste-blanche, des camarades de toute la gauche se sont réunis dans une incroyable démonstration d'unité de la gauche. Ils sont venus de différentes organisations mais ont parlé d'une seule voix, entonnant le chant « Black Lives Matter » et d'autres slogans en faveur de la solidarité. Courageusement, ils ont tenu la ligne et montraient aux fascistes qu'ils ne passeraient pas. La journée s'est achevée avec les rues de Charlottesville libérées de la lie nazie.

Nous appelons toute la gauche à bâtir un solide front unique contre cette droite renforcée. Nous avons besoin d'être clair et de reconnaître que le terrorisme suprémaciste blanc ne s'en ira pas simplement en l'ignorant. Ce mouvement violent et dangereux ne doit jamais être autorisé à avoir une tribune. Nous devons toujours le combattre par la force de notre front uni.

Il est important de reconnaître les façons différentes dont la police répond aux marches et au terrorisme des suprémacistes blancs et ses réactions aux protestations et aux manifestations de Black Lives Matter (BLM). Les protestations de BLM font toujours face à la pire brutalité policière et à la volonté de celle-ci de les interdire tandis que les marches suprémacistes blanches sont autorisées à attaquer librement les contre-manifestants en de multiples occasions.

En agissant ainsi, nous voyons clairement de quel côté se place la police. Dès les premiers jours de la création de la police moderne au 19ème siècle, elle a été utilisée comme une force violente pour la suppression physique de la résistance des travailleurs, des esclaves noirs et des peuples indigènes. Aujourd'hui, son rôle pour maintenir le contrôle social et l'oppression demeure largement le même.

Trump a fourni une déclaration sinueuse et parfois incohérente samedi après-midi. Durant son allocution, à un moment, il a même parlé d'une façon sans aucun rapport « d'un niveau d'emploi record », il a accusé d'une façon prévisible « tous les côtés » pour la violence, comme si la gauche avait une histoire centenaire de violence sociétale, systémique et étatique contre les groupes opprimés. C'est un argument usé auquel la droite recourt pour justifier sa terreur. Trump a aussi évoqué le besoin de « la loi et l'ordre » mais nous savons que cela n'est qu'un signal pour plus de terrorisme policier ou vigilant contre les communautés noires et de couleur et contre la gauche.

Nous croyons que la terreur déchaînée sur nos camarades peut être défaite. Nous croyons aussi que le vaste système d'oppression raciste peut être défait, mais seulement par la fin du système capitaliste qui lui a donné naissance.

Nous vous encourageons tous à contribuer financièrement pour aider à la prise en charge des frais médicaux des camarades blessés durant l'attaque. Les membres de DSA à travers le pays sont en mouvement pour participer aux actions de solidarité dans leurs communautés locales. Contacter votre section locale pour participer à toutes ces actions.

Ensemble, nous combattrons le fascisme et nous construirons un monde meilleur, car nous savons que cela est possible. Solidarité pour toujours.

Source : http://www.dsausa.org/charlottesville_dl

Notes :

- DSA : [Democratic Socialists of America](#) (Socialistes démocratiques d'Amérique, affiliés à l'Internationale Socialiste jusqu'à la récente décision de rupture adoptée au congrès de Chicago des 3-6 août 2017. Pour une appréciation de ce dernier congrès, voir le [bilan](#) qu'en tire Dan La Botz)
- ISO : [International Socialist Organization](#) (Organisation socialiste internationaliste, une des principales organisations de l'extrême gauche, issue de la tradition de Hal Draper et de la contestation des années 60', publie le journal *Socialist Worker*)
- IWW : [Industrial Workers of the World](#) (Travailleurs Industriels du Monde, organisation syndicaliste révolutionnaire dans la tradition syndicaliste de la CGT d'avant 1914)
- BLM : [Black Lives Matter](#) (Les vies noires comptent) mouvement issu de la radicalisation et de la mobilisation ces trois dernières années face aux nombreuses affaires de meurtres racistes par les polices de différents États ou agglomérations aux USA.

Contribution sur l'analyse du populisme :

Du « populisme » d'après Laclau, Mouffe, Errejon

Texte de 12 pages A4, disponible sur notre site à l'adresse :_

<https://aplutsoc.wordpress.com/2017/08/31/du-populisme-dapres-laclau-mouffe-errejon/>

**Vous ne voulez pas nous perdre de vue ?
Abonnez-vous au site :**

<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>